



HAL
open science

Communication et politique

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'une entité de recherche. Communication et politique. 2013, Centre national de la recherche scientifique - CNRS, Université Paris-Dauphine. hceres-02032519

HAL Id: hceres-02032519

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02032519>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Evaluation de l'AERES sur l'unité :

Laboratoire Communication et politique

LCP

sous tutelle des

établissements et organismes :

Centre National de la Recherche Scientifique

Université Paris Dauphine



Février 2013



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Le Président de l'AERES

Didier Houssin

Section des Unités
de recherche

Le Directeur

Pierre Glaudes



Notation

À l'issue des visites de la campagne d'évaluation 2012-2013, les présidents des comités d'experts, réunis par groupes disciplinaires, ont procédé à la notation des unités de recherche relevant de leur groupe (et, le cas échéant, des équipes internes de ces unités). Cette notation (A+, A, B, C) a porté sur chacun des six critères définis par l'AERES.

NN (non noté) associé à un critère indique que celui-ci est sans objet pour le cas particulier de cette unité ou de cette équipe.

- Critère 1 - C1 : Production et qualité scientifiques ;
- Critère 2 - C2 : Rayonnement et attractivité académique ;
- Critère 3 - C3 : Interaction avec l'environnement social, économique et culturel ;
- Critère 4 - C4 : Organisation et vie de l'unité (ou de l'équipe) ;
- Critère 5 - C5 : Implication dans la formation par la recherche ;
- Critère 6 - C6 : Stratégie et projet à cinq ans.

Dans le cadre de cette notation, l'unité de recherche concernée par ce rapport a obtenu les notes suivantes.

- Notation de l'unité : **Laboratoire Communication et politique**

C1	C2	C3	C4	C5	C6
A	A	B	C	NN	NN



Rapport d'évaluation

Nom de l'unité :	Laboratoire Communication et politique
Acronyme de l'unité :	LCP
Label demandé :	UPR
N° actuel :	3255
Nom du directeur (2012-2013) :	M ^{me} Isabelle VEYRAT-MASSON
Nom du porteur de projet (2014-2018) :	M ^{me} Isabelle VEYRAT-MASSON

Membres du comité d'experts

Président :	M ^{me} Béatrice FLEURY, Université de Lorraine
Experts :	M. Alexandre DEZE, Université Montpellier 1 M. Pascal LARDELLIER, Université de Bourgogne, Dijon, (représentant du CNU)
Délégué scientifique représentant de l'AERES :	M ^{me} Viviane COUZINET
Représentant(s) des établissements et organismes tutelles de l'unité :	M. Florent CHAMPY, Institut national des sciences humaines et sociales, (CNRS) M. Elyes JOUINI, Université Paris Dauphine



1 • Introduction

Historique et localisation géographique de l'unité

Le Laboratoire Communication et politique (LCP) a été créé en 1988 en tant qu'unité propre du CNRS. Comme précisé dans le dossier, l'unité a connu des remises en question (départ de chercheurs, mise en formation de recherche en évolution, FRE, en 2004) avant d'être confortée par la direction du CNRS en 2009, la raison avancée étant l'articulation dont témoignent les travaux qui y sont conduits entre domaine politique et questions relatives à l'information et communication.

Bénéficiant du soutien apporté par le CNRS à ces problématiques (création de la CID 42 - commission interdisciplinaire, supprimée depuis -, d'un Institut de la communication et d'un programme de financement interdisciplinaire), le LCP a développé des thèmes de recherche en phase avec ces dernières. Quatre thèmes ont été retenus au cours du contrat qui s'achève - « Espace public, identité, discours » ; « Histoire, médias, mondialisation » ; Culture, médias et technologies numériques » ; « Sciences et communication ». Ils seront cinq dans le projet à venir (un thème transversal sur les élections venant s'ajouter aux précédents). Tous ont pour ambition de placer au cœur de leurs interrogations la question des médias et celle des technologies d'information et de communication. Pour conforter cette position, le terme « médias » a été ajouté à chacun des thèmes composant l'unité.

Enfin, depuis le mois de mars 2012, le LCP discute avec l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales IRISSO, UMR 7071, Université Paris 9 Dauphine, des modalités du rapprochement qui unira les deux unités. Le dossier est discret sur ce point. En revanche, les arguments ont été précisés au cours de la visite. Le LCP deviendrait UMR en 2014 puis il fusionnerait avec l'UMR IRISSO en 2015. Les questions des locaux et de la direction ne sont pas encore tranchées.

Équipe de Direction

L'unité est dirigée par M^{me} Isabelle VEYRAT-MASON



Effectifs de l'unité

Effectifs de l'unité	Nombre au 30/06/2012	Nombre au 01/01/2014	2014-2018 Nombre de produisants du projet
N1 : Enseignants-chercheurs titulaires et assimilés	1	1	1
N2 : Chercheurs des EPST ou EPIC titulaires et assimilés	5	5	4
N3 : Autres personnels titulaires (n'ayant pas d'obligation de recherche)	2	2	
N4 : Autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)	2	2	1
N5 : Autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, Post-doctorants, visiteurs etc.)	2	1	1
N6 : Autres personnels contractuels (n'ayant pas d'obligation de recherche)	/	/	/
TOTAL N1 à N6	12	11	7
Taux de producteurs	88%		

Effectifs de l'unité	Nombre au 30/06/2012	Nombre au 01/01/2014
Doctorants	/	
Thèses soutenues	/	
Post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité *	/	
Nombre d'HDR soutenues	1	
Personnes habilitées à diriger des recherches ou assimilées	3	3



2 • Appréciation sur l'unité

Points forts et possibilités liées au contexte

Concernant sa production scientifique, son rayonnement et son ancrage dans l'environnement, l'unité a fait ses preuves. Ses productions scientifiques sont reconnues et bénéficient d'une bonne audience, ceci grâce à la présence de chercheurs de qualité. En témoignent la nature (ouvrages individuels ou collectifs) et le nombre de publications.

La reconnaissance dont plusieurs membres bénéficient rejaillit ainsi sur l'ensemble de l'unité, de même qu'est profitable la présence de chercheurs en délégation. Un aspect confirmé par le dynamisme de ces derniers en termes d'organisation de manifestations, de contrats et de publications.

Enfin, l'unité bénéficie d'un environnement favorable, stimulée par les réseaux dont font partie certains de ces chercheurs : « Rendez-vous de l'Histoire de Blois » ; collaborations avec l'Institut national de l'audiovisuel ; relations privilégiées avec des médias (*i.e* France Culture) ; présence de quelques chercheurs dans des comités de rédaction de revues (*Argumentation, EID&A, Hermes, Journal of sociology, Le Temps des médias, Mots. Les langages du politique*).

Points à améliorer et risques liés au contexte :

Sur un plan scientifique, mise en avant dans l'argumentation du LCP, tant dans le dossier écrit que lors de la visite, la question de l'interdisciplinarité reste difficile à apprécier dans les travaux eux-mêmes, hormis le fait que ceux-ci résultent du travail conjoint de chercheurs appartenant à des univers disciplinaires différents.

Par ailleurs, le postulat selon lequel l'unité serait une unité de sciences de l'information et de la communication (SIC) est inadéquat. Il résulte d'un amalgame entre cette discipline et les objets sur lesquels elle travaille, d'autant que pour attester de cet ancrage disciplinaire, le LCP a centré une partie de ses recherches sur les médias, domaine qui ne représente qu'un aspect de la discipline en question. En outre, une liste fournie par l'unité fait apparaître que tous les chercheurs qui en sont membres s'inscrivent dans les SIC. Si tous portent effectivement une attention aux médias ou aux technologies d'information et de communication, un seul enseignant-chercheur, d'ailleurs sur le point de partir en retraite, est rattaché institutionnellement à cette discipline. Les autres sont historiens, linguistes, sociologues, biologistes. À noter que la disparition de la CID 42 (sciences de la communication) dispensera l'unité de cet affichage. Ainsi gagnera-t-elle en lisibilité.

En outre, il faut noter un décalage entre l'importance accordée à l'avènement des technologies d'information et de communication (TIC) et à leurs implications sociétales, dans le texte présenté comme lors de la visite, et les travaux effectivement consacrés par les chercheurs du LCP à ce domaine. D'un indéniable intérêt (l'internet en Chine, l'engagement politique des internautes tunisiens, les médiacultures des jeunes, la création sur l'internet), ils sont numériquement faibles. Cependant, comme précisé lors de la visite, ce problème relève plutôt d'un déficit d'affichage car tous les chercheurs semblent avoir intégré l'internet à leurs préoccupations de recherche. Pour autant, cela n'est pas repérable à la lecture de la bibliographie indiquée dans le dossier.



Sur le plan de son organisation, quand bien même l'équipe est-elle modeste sur le plan numérique, elle souffre de l'absence de statuts et/ou d'une réflexion de type organisationnel. Cette absence se manifeste notamment sur deux aspects :

1. la pyramide des âges : on constate un faible renouvellement de l'équipe qui peut être préjudiciable. Trois départs à la retraite étant programmés à court terme, sept chercheurs resteront dans l'équipe pour travailler sur cinq thèmes, eux-mêmes divisés en projets ;
2. l'organisation des thèmes : ceux-ci sont trop nombreux pour le nombre de chercheurs titulaires. Ils fragilisent la pérennité de certains projets soumis aux allers et venues de non statutaires ou de chercheur en délégation, dans l'unité.

Recommandations

Pour faire valoir la diversité disciplinaire qui les caractérise, les chercheurs de LCP pourraient s'interroger sur les effets de celle-ci dans leurs travaux de recherche et définir au mieux, dans le cadre qui est le leur, ce qu'ils entendent par interdisciplinarité et la façon dont ils la mettent en œuvre.

Sur la question des disciplines, ils pourraient s'engager dans une interrogation relative aux concepts et méthodes sollicités dans l'unité (individuellement et collectivement), ceci pour éviter une approche performative de l'ancrage disciplinaire.

Le nombre de thèmes puis de sous-projets engagés est trop important pour espérer un véritable travail collectif. Un resserrage serait souhaitable d'autant que le départ de plusieurs chercheurs risque de fragiliser l'unité.

Enfin, la mise en œuvre d'une organisation plus structurée préparerait le LCP au rapprochement qui se profile.

3 • Appréciations détaillées

Appréciation sur la production et la qualité scientifiques

Le niveau de production scientifique de l'unité de recherche est tout à fait satisfaisant. Bien qu'imprécis (172 références indiquées p. 1 ; 209 références mentionnées dans les annexes), le bilan comptable en matière de publications apparaît remarquable compte tenu des effectifs (certes variables mais malgré tout réduits) de l'unité. La qualité de cette production n'est guère discutable, qu'il s'agisse des ouvrages (publiés dans des maisons d'édition réputées), des articles (une cinquantaine dans des revues ACL) ou des communications. La revue *Hermès*, historiquement liée au LCP, est considérée comme une revue majeure dans le champ de la recherche. Certains chercheurs bénéficient par ailleurs d'une notoriété qui dépasse de loin le cénacle scientifique. Enfin, avec un cinquième des contributions publiées dans une langue étrangère, la production du LCP s'assure une bonne fenêtre de diffusion sur l'international. Concernant ces différents aspects, deux points pourraient être sans doute améliorés : le nombre ou du moins la visibilité des publications collectives engageant les différents membres de l'unité ; les publications en dehors des revues dirigées par des comités auxquels participent des membres de l'unité (un tiers des articles ACL sont parus dans *Le Temps des Médias* et *Hermès*). Notons par ailleurs qu'il n'était pas nécessaire de reporter en annexes du dossier les publications des membres associés puisqu'elles ne peuvent être comptabilisées dans le bilan.

Par sa production, le LCP occupe indiscutablement un positionnement original dans le champ scientifique. Il se présente d'ailleurs comme le « seul laboratoire du CNRS » consacré aux thématiques propres aux « sciences de l'information et de la communication en lien avec le politique ». On peut cependant penser qu'il y a du point de vue des SIC une confusion entre objet et discipline : l'unité ne comporte qu'un seul chercheur statutaire SIC et les approches mobilisées ne s'ancrent pas forcément du côté des appareillages théoriques, conceptuels et méthodologiques des SIC.

Le spectre des thématiques abordées est particulièrement large sans pour autant remettre en question la cohérence d'ensemble de la recherche menée au sein de l'unité, tenue par un intérêt transverse pour la communication et les médias. Même l'adjonction encore récente d'un quatrième thème « Sciences et communication » semble s'inscrire assez bien dans les préoccupations de recherche de l'unité. Elle souligne par ailleurs la capacité de l'unité à s'ouvrir à de nouvelles problématiques (qui en l'occurrence apparaissent particulièrement en phase avec certains des débats actuels). La façon dont sont conçus les thèmes et la place qu'y occupent certaines sous-thématiques appellent pourtant quelques remarques. On peut, par exemple, se demander pour quelles raisons la thématique sur « la procréation médicalement assistée et la bioéthique » figure dans le thème 1 et non dans le 4. Dans le thème 2, plusieurs sous-thématiques portent sur l'identité. De fait, on pourrait s'attendre à ce qu'elles figurent plutôt dans le thème 1 « Espace public, identité, discours ». Enfin, la création du thème 4 est présentée comme résultant de « l'abondance des travaux du LCP réalisés sur des terrains de recherche ayant trait aux sciences », mais le bilan bibliographique est le plus faible des 4 thèmes. La cohérence interne des thèmes (notamment dans la perspective du projet) pourrait donc être encore renforcée. De même, certaines imprécisions dans le dossier nuisent à la juste appréciation de l'implication des chercheurs dans chacun des thèmes. Leur nombre n'est en effet pas le même dans le texte (p. 7-14) et dans le graphe présenté (p. 15), même si ces points ont pu être clarifiés lors de la visite sur site.

Enfin, deux remarques de fond peuvent être formulées : en premier lieu, on peine à percevoir comment se traduit l'interdisciplinarité revendiquée par l'unité, au-delà du travail compilatoire (sous forme d'ouvrages, de numéros collectifs de revues, de rencontres scientifiques) de différentes approches disciplinaires possibles (SIC, histoire, économie, science politique, voire sciences exactes). De ce point de vue, les explications avancées lors de la visite n'ont pas complètement convaincu le comité d'experts. En second lieu, on peut relever un décalage (apparent) entre l'importance accordée dans le dossier aux NTIC et le nombre de travaux qui leur est consacré par les chercheurs du LCP. Lors de la visite, il a certes été précisé que chaque chercheur avait bien intégré les TIC dans ses préoccupations. Les résultats de la recherche concernant cet aspect ne sont cependant pas assez visibles dans le dossier (au-delà de la mention de quelques publications) et mériteraient sans conteste d'être davantage mis en valeur.

Quoi qu'il en soit, le comité considère que ces quelques remarques critiques, sans être secondaires, n'atténuent en rien l'appréciation positive de la production et de la qualité scientifiques de l'unité de recherche.

Appréciation sur le rayonnement et l'attractivité académiques

Le rayonnement tout comme l'attractivité scientifiques de l'unité de recherche apparaissent là encore tout à fait satisfaisants. Sur la période évaluée, le LCP s'est engagé dans le pilotage et la réalisation de huit projets de recherche soutenus par différents types de programmes (projet exploratoire premier soutien...) et quatre projets en partenariat (dont trois ANR auxquelles il collabore mais sans les diriger). Ces projets attestent, du moins de prime abord, de la capacité de l'unité à tisser des réseaux de recherche, tant au niveau national qu'international. Ces projets (qui trouvent diverses formes de concrétisation : colloques, publications, etc.) engagent en effet nombre d'institutions ou chercheurs français mais aussi étrangers (Liban, Australie, Pays-Bas, Grande-Bretagne, Espagne, Chili). Il reste que sur les huit projets, quatre sont dirigés et un est copiloté par la directrice de l'unité de recherche. De fait, il serait souhaitable de procéder à l'avenir à un rééquilibrage dans l'attribution des responsabilités scientifiques des projets en cherchant à mieux les répartir parmi les différents membres de l'unité.

Sur la période considérée, l'unité a accueilli une demi-douzaine de chercheurs étrangers issus de Belgique, d'Espagne, de Brésil ou encore de Tunisie. Trois de ses membres se sont vus attribuer des prix (Prix Tarde et Prix Saint-Simon notamment). La politique scientifique des revues et des collections dans lesquelles sont impliqués les chercheurs de l'unité ne peut en rien être remise en question, de même que l'importance des enjeux traités dans les rencontres internationales auxquels ils ont pu participer. Par ailleurs, plusieurs des membres de l'unité entretiennent des relations étroites avec les médias à des fins de diffusion didactique des résultats de la recherche. Enfin, plusieurs des membres de l'unité interviennent en tant qu'experts (pour l'ANR, pour le Fond national belge de la recherche scientifique ou pour différentes instances comme le Conseil supérieur de l'audiovisuel ou des commissions parlementaires).

Appréciation sur l'interaction avec l'environnement social, économique et culturel

Plusieurs des programmes de recherche engagés dans l'unité sont en prise avec des problèmes de société qui font l'objet d'une attente sociale. Cet aspect se concrétise par la présence de chercheurs en des lieux décisionnels (l'Assemblée nationale dans le cadre de la révision des lois bioéthiques), médiatiques (radio, presse, télévision, internet), culturels (Musée des Arts et Métiers à l'occasion de l'exposition « Radio, ouvrez grand vos oreilles ! » - Musée du quai de Branly pour « Exhibitions. L'invention du sauvage » - Musée de l'Armée pour « Algérie 1830-1962. Avec Jacques Ferrandez » - Espace Pierre Reverdy, Université Paris Ouest Nanterre pour « Images of justice »).

Des partenariats sont engagés avec des institutions (Ministère de la Culture) et/ou d'autres unités de recherche et/ou universités et écoles. Ils donnent lieu à des contrats de recherche, par exemple dans le cadre d'ANR (« Nanotechnologies » ; « Resendem. Les grands réseaux techniques en démocratie » ; « ÉcrIn. Écrans et inégalités. Les Arabes dans les médias français de 1962 à nos jours »), et dont LCP est partenaire *via* l'implication d'un ou plusieurs chercheurs. Ils attestent du dynamisme de plusieurs chercheurs de l'unité, reconnus pour leur compétence et appelés à endosser le rôle d'experts pour les dossiers cités.

Par ailleurs, pour faire valoir ses travaux, l'unité procède à une mise en visibilité sur le net, *via* un site web, des listes de diffusion, la présence sur des « réseaux sociaux » (facebook, blogs). Pour autant, le rapport est silencieux sur les retombées.

Pour l'ensemble de ces points on peut faire un constat : les interactions entre la recherche conduite au sein de l'unité et l'environnement social, économique et culturel sont le fruit des contacts privilégiés qu'un chercheur ou un autre a pu engager avec un partenaire. Elles ne résultent que faiblement du cadre collectif que constitue le LCP, situation qui est la conséquence du nombre important de projets engagés et du petit nombre de chercheurs dans l'unité, avec pour effet une forme de personnalisation des recherches en lien avec les spécialités de chacun.

Appréciation sur l'organisation et la vie de l'unité

Le dossier soumis à l'appréciation des membres du comité de visite comporte des contradictions dans les énoncés ou informations figurant d'une partie à une autre (chiffres, dates, statut des membres - titulaires et/ou associés), des erreurs ou imprécisions qui brouillent l'appréciation des activités conduites au sein de l'unité. Les questions relatives à l'organisation et à la vie de l'unité font partie de ce qui n'est que faiblement abordé (quelques lignes entre les pages 30 et 31). Classiques, les relations internes sont articulées autour de séminaires. Quant aux informations ayant trait à la vie de l'unité, elles circulent par le biais de listes de diffusion et, depuis 2012, par l'intermédiaire d'une lettre électronique adressée toutes les semaines aux membres de l'unité.

Sur ce plan, la visite a permis de clarifier les modalités d'organisation de l'unité. La directrice a précisé que l'unité bénéficie du fait qu'elle comporte un nombre limité de membres qui, par ailleurs, ont pour particularité d'exercer aussi dans des universités géographiquement proches. Par voie de fait, les décisions peuvent être prises de façon collégiale, avec réactivité.

Décisions budgétaires et programmation scientifique sont donc réfléchies de concert. Une règle est adoptée : un prélèvement de 10 % sur chacun des contrats obtenus par les chercheurs, prélèvement affecté à la vie de l'unité. Les personnes présentes dans l'assistance ont confirmé ce point. En outre, un équilibre est assuré entre les activités communes et celles se rattachant aux thématiques affichées.

Toutefois, l'unité ne dispose ni de statuts ni de règlement intérieur, ce qui gêne la lisibilité relative à sa structuration effective. La directrice assure seule la direction de l'unité. Certes, celle-ci est petite mais l'affectation des questions budgétaires à un membre de l'unité aurait pour effet de clarifier des données pour l'instant imprécises. Concernant la question des membres de l'unité, là encore, un soutien pourrait être intéressant. En effet, le dossier fait état de la présence de post-doctorants dans l'unité. Finalement, il s'agit de docteurs qui assistent aux séminaires ou collaborent à des travaux engagés. Impliqués dans la vie de l'unité, ils ne sont pas pour autant liés à celle-ci par un contrat. Même problème pour les chercheurs en délégation dans l'unité qui, après leur départ, peuvent être conduits à poursuivre les recherches engagées. De toute évidence, ces points méritent d'être clarifiés ; une organisation plus structurée permettrait de conférer un statut à des chercheurs qui, pour l'instant, n'en ont pas.

Appréciation sur l'implication dans la formation par la recherche

Dans le bilan, l'unité n'est pas concernée par cet aspect. Cette rubrique n'est donc pas renseignée.

Appréciation sur la stratégie et le projet à cinq ans

Le LCP peut se prévaloir d'être une unité soudée, de présenter une excellente production scientifique et de bénéficier d'une bonne visibilité et d'une réelle légitimité.

De ce point de vue, plusieurs projets envisagés dans le contrat à venir sont encourageants. Ainsi en est-il du projet de fusion avec l'IRISSO (UMR CNRS/Paris Dauphine), approuvé par les autorités de tutelle et partenaires (dont certains représentants étaient présents lors de la visite). Il offre à l'unité un changement d'échelle, via une forme d'alliance qui pour l'instant est fédérale. Ce projet entérine aussi la reconnaissance scientifique et la qualité des travaux des membres du LCP. Mais cette perspective comporte un autre intérêt : elle constitue l'interface « Recherche » de l'Institut pratique de journalisme (IPJ) de Paris 9 Dauphine et permettra aux membres du LCP de travailler avec des étudiants et de possibles doctorants. Dans le même ordre d'idée, le projet de Master Recherche - s'il est habilité et mis en place (dans un environnement national cependant peu favorable) - peut constituer une opportunité pour articuler formation et recherche, renforcer des partenariats internationaux et assurer la pérennité de l'unité.

Pour autant, ce projet n'est pas encore effectif et les données mises à la disposition des experts sont imprécises. Or, cette imprécision, compréhensible pour un projet d'une telle envergure, place le comité dans une situation inconfortable. Il doit se prononcer sur un projet scientifique dont il est manifeste qu'il devra être profondément remanié lors d'une fusion. *Quid* des cinq thèmes envisagés et des axes listés à l'intérieur de ceux-ci ? *Quid* encore des modalités d'organisation qui résultera de l'association entre deux unités ? Les pôles de l'IRISSO sont ainsi organisés :

- Mutations du travail et de l'emploi et politiques sociales
- Sociologie politique des faits économiques
- Sociologie urbaine et sociologie économique des territoires
- Éducation et culture
- Genre, diversité et discrimination
- Politisation

Quels aménagements devront prévoir les thèmes du LCP tels qu'ils sont présentés dans le projet déposé ?

Au vu de ces imprécisions, le comité ne peut que s'en tenir à ce qu'il lui a été donné d'apprécier. Les manques constatés, même s'ils sont susceptibles de trouver une solution à l'occasion du rapprochement avec l'IRISSO, ne peuvent donc être mis de côté. Les lignes qui suivent sont le résultat de cette ambiguïté.

Si l'unité peut indéniablement s'enorgueillir de la qualité de ses chercheurs et de l'intérêt des travaux qui y sont menés, plusieurs aspects posent problème. Nous en relèverons quatre.

1. La composition démographique de l'unité : elle concerne autant les chercheurs les plus anciens que les plus jeunes. Par exemple, les âges des titulaires actuellement en poste donnent à penser que les professeurs et chercheurs « émérites » partiront à court ou moyen terme à la retraite. Quant aux plus jeunes, plusieurs ont pour particularité d'être porteurs de projets. De fait, ils sont au LCP à titre transitoire (détachements, thèse juste soutenue), ce qui pose la question de la pérennité des projets engagés.

2. Le LCP est privé d'une part essentielle du fonctionnement ordinaire d'une unité de recherche : les doctorants. Or, la formation à et par la recherche constitue une activité importante des laboratoires qui intègrent cette dimension dans leur politique scientifique. La question que pose cette absence concerne la nature des relations entre cette unité et les universités. Le rapport fourni ne permet pas de répondre à cette interrogation.

3. Sur le plan scientifique, on pointera deux problèmes principaux qui viennent en prolongement de ceux énoncés dans le bilan :

- ✓ une fois dépassées les appartenances disciplinaires des membres de l'unité, l'interdisciplinarité de principe associée à l'ancrage en sciences de l'information et de la communication reste difficile à apprécier ;
- ✓ l'articulation entre recherche individuelle et recherche collective est insuffisamment précisée.

4 Enfin, sur le plan de la gouvernance, le projet décrit un fonctionnement proche de celui adopté lors du précédent contrat. Sans doute conviendrait-il :

- ✓ de mettre en place des indicateurs temporels dont la visée ne soit pas seulement d'ordre organisationnel mais stratégique ;
- ✓ de rationaliser des aspects de la vie d'une unité qui fonctionne de manière implicite ;
- ✓ de réfléchir collégialement à la question des thèmes, projets et objets de recherche plus fédérateurs encore (et non pas portés à titre individuel), tout en repensant dialectiquement leur traitement vraiment interdisciplinaire et leur ancrage en SIC.

4 • Analyse thème par thème

Thème 1 : Les campagnes électorales dans les médias

Nom du responsable : M. Pierre LEFEBURE

Effectifs

Effectifs du thème en Équivalents Temps Plein	Au 30/06/2012	Au 01/01/2014
ETP d'enseignants-chercheurs titulaires		0,1
ETP de chercheurs des EPST ou EPIC titulaires		0,6
ETP d'autres personnels titulaires n'ayant pas d'obligation de recherche (IR, IE, PRAG, etc.)		
ETP d'autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)		0,2
ETP de post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité		
ETP d'autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, etc.) hors post-doctorants		
ETP d'autres personnels contractuels n'ayant pas d'obligation de recherche		
ETP de doctorants		
TOTAL		0,9

• Appréciations détaillées

Il n'est pas possible de procéder à une analyse serrée de la thématique 1 de l'unité. En effet, dans le projet à venir, ce thème prendra une place de choix puisqu'il deviendra transversal. Pour autant, ce thème existait auparavant mais sous une forme différente, intégré dans une thématique plus large qui traitait de l'espace public. Par ailleurs, peu est dit sur les chercheurs qui s'engageront dans le projet et sur les modalités de leur implication. Nous en resterons donc à des considérations générales.

Conclusion

- Avis global sur le thème :

Transversale, cette thématique prend la suite d'une thématique engagée auparavant au sein de l'axe 1 « Espace public, identité, discours ». Dans le projet, elle sera portée par un chercheur qui n'est pas membre de l'unité. Dans le cadre du rapprochement entre le LCP et l'IRISSO, l'objectif est de contribuer à la structuration d'un champ - communication et politique - qui, dans l'argumentaire du projet, est présenté comme étant en émergence. L'idée est pertinente. Elle demande à être encadrée par une structuration pérenne : un même chercheur pour la durée du contrat.

- Points forts et possibilités liées au contexte :

Une thématique croisant la communication et le champ politique permet au LCP de placer au centre de l'unité un problème de recherche qui est au fondement de son identité. Elle lui permet aussi de s'associer de façon cohérente avec l'IRISSO, dont certains membres sont politistes et ont déjà produit des recherches sur les campagnes électorales. Ainsi peut-on imaginer que cette thématique pourra être un point de ralliement entre les chercheurs des deux unités.

Les enquêtes conduites lors du précédent contrat avaient reçu un accueil favorable dans les médias. Intervenant de façon régulière, c'est-à-dire à l'occasion des divers événements électoraux, cette analyse a de bonnes chances de bénéficier du même accueil.

S'inscrivant dans la durée, ces enquêtes peuvent par ailleurs s'affiner et s'enrichir.

- Points à améliorer et risques liés au contexte :

Que ce projet soit porté par un chercheur dont l'ancrage institutionnel est encore incertain, génère une prise de risque qu'il s'agit d'anticiper. Il ne semble pas que cela soit fait. En tout cas, cet aspect ne figure pas dans le dossier de l'unité.

Quand bien même est-il présenté comme un thème qui verra la collaboration de tous les chercheurs de l'unité, rien n'est dit sur les modalités du travail collectif qui sera engagé. En effet, le nombre de projets que l'unité devra honorer est si important qu'on peut se demander comment les chercheurs parviendront à se mobiliser sur un nouveau programme de recherche, ambitieux de surcroît.

Traiter d'une thématique en phase avec l'actualité a pour mérite de créer une attente, notamment sociale, vis-à-vis des projets du laboratoire. En revanche, elle risque de priver le chercheur d'une forme de distance à l'égard de l'objet.

Enfin, la dimension comparative est au centre du dispositif de recherche. Jusqu'à présent, les recherches portaient sur les présidentielles, on peut s'interroger sur la façon dont le dispositif sera adapté à des élections très différentes - les élections européennes - tant en termes de mobilisation électorale que d'intérêt médiatique.

- Recommandations :

Le projet ne pourra voir le jour que s'il est porté par un groupe plus important de chercheurs que les seuls membres du LCP. Le rapprochement avec l'IRISSO semble donc une bonne opportunité.

Thème 2 : Espace public, identité, discours

Nom du responsable : M. Dominique MEHL

Effectifs

Effectifs du thème en Équivalents Temps Plein	Au 30/06/2012	Au 01/01/2014
ETP d'enseignants-chercheurs titulaires	1, 50	
ETP de chercheurs des EPST ou EPIC titulaires	1, 05	1,65
ETP d'autres personnels titulaires n'ayant pas d'obligation de recherche (IR, IE, PRAG, etc.)		
ETP d'autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)		0,20
ETP de post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité		
ETP d'autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, etc.) hors post-doctorants		
ETP d'autres personnels contractuels n'ayant pas d'obligation de recherche		
ETP de doctorants		
TOTAL	2,55	1,85

• Appréciations détaillées

Ce thème connaîtra plusieurs changements lors du passage d'un contrat à un autre. Son intitulé est modifié : de façon marginale en plaçant en tête de l'intitulé le terme « médias » ; de façon plus significative, en lui retirant le terme « identité » qui glisse sur le thème suivant.

En revanche, c'est au niveau des contenus qu'une prise de risque se profile. La recherche concernant les élections est retirée de ce thème, privant celui-ci d'un pan important des travaux qui y étaient conduits. Par ailleurs, parmi les cinq chercheurs annoncés dans ce thème, un est émérite, un ne peut rejoindre l'unité, un est très engagé dans d'autres thèmes de l'unité. Restent trois chercheurs pour traiter d'un thème qui n'a probablement plus lieu d'être puisqu'il était porté par la personne qui ne rejoindra pas l'équipe.



Conclusion

- Avis global sur le thème :

Au cours du précédent contrat, les travaux conduits dans ce thème ont bénéficié d'une reconnaissance sociale significative ce qui constituait un atout important. Actuellement, il est fragilisé par la situation particulière que connaissent ses membres.

- Points forts et possibilités liées au contexte :

Indéniablement, ce thème a contribué à donner au LCP une légitimité sur le plan de l'expertise. En prise avec des préoccupations sociales, il a traité de questions vis-à-vis desquelles les compétences des chercheurs pouvaient être favorablement mises à profit. Sur le plan des méthodes que les chercheurs sollicitent, elles ont pour qualité d'investir en profondeur des terrains caractéristiques.

- Points à améliorer et risques liés au contexte :

Séduisante, souvent convoquée, la notion de *storytelling* fait désormais partie du langage ordinaire. Portée par le chercheur qui ne peut rejoindre l'unité, la question de sa pertinence au sein de l'unité est posée. Le thème 2 s'en trouve fragilisé. À ce niveau, une réflexion globale sur les articulations entre thèmes de l'unité peut être utile ; elle pourrait engager à un ressérage sur des thèmes les plus assurés d'un point de vue organisationnel.

- Recommandations :

Amputée pour différentes raisons des projets qui étaient les siens ou qu'il envisageait, ce thème connaît un moment critique de son existence. Une réflexion de fond devrait conduire à prendre la décision d'associer les deux chercheurs qui restent à d'autres thèmes ou à faire en sorte que des chercheurs impliqués ailleurs les rejoignent. Sans changement, ce thème rencontrera des difficultés à assurer une forme de pérennisation.

Thème 3 : Médias, Histoire, Identité

Nom du responsable : M^{me} Claire SECAIL

Effectifs

Effectifs du thème en Équivalents Temps Plein	Au 30/06/2012	Au 01/01/2014
ETP d'enseignants-chercheurs titulaires		
ETP de chercheurs des EPST ou EPIC titulaires	0, 80	0, 75
ETP d'autres personnels titulaires n'ayant pas d'obligation de recherche (IR, IE, PRAG, etc.)		
ETP d'autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)	1	
ETP de post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité		
ETP d'autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, etc.) hors post-doctorants		
ETP d'autres personnels contractuels n'ayant pas d'obligation de recherche		
ETP de doctorants		
TOTAL	1, 80	0, 75

• Appréciations détaillées

Au cours du précédent contrat, ce thème s'intitulait « Histoire, médias, mondialisation ». Il réunissait des chercheurs de l'unité mais aussi des docteurs. Annoncée, la question de la mondialisation n'a pu être traitée, le chercheur qui en était porteur ayant quitté l'unité. C'est donc autour de la question des identités que les recherches se sont attachées et s'attacheront dans le projet. Histoire et mémoire des médias y mettent en tension ce qui a trait au présent et ce qui s'inscrit dans la durée. Par ailleurs, sont et seront autant décrites les formes mémorielles que sont les enjeux liés à des événements spécifiques du passé. Désormais, le terme porte l'appellation « Médias, histoire, identité » et concerne trois chercheurs de l'unité.



Conclusion

- Avis global sur le thème :

Au cours du précédent contrat, le thème a donné lieu à des recherches individuelles et collectives, *via* la publication d'ouvrages et l'organisation de manifestations scientifiques. Il a aussi inspiré l'organisation d'une exposition.

- Points forts et possibilités liées au contexte :

L'intérêt pour l'histoire et la place que celle-ci occupe au présent dans les médias justifie qu'on s'y attache dans une unité comportant des historiens. Bien introduits dans les médias, ces derniers contribuent à rendre visibles les travaux relatifs à ce thème mais aussi, plus largement, l'ensemble de l'unité.

- Points à améliorer et risques liés au contexte :

Certaines des opérations présentées dans le dossier ou rappelées lors de la visite du comité se réduisent aux travaux d'un chercheur, voire d'une seule des recherches qu'il a pu conduire. Ainsi en est-il, pour le projet, de ce qui concerne l'histoire des médias et du journalisme et qui est centré sur le projet de publication d'une biographie de Frédéric Pottecher, premier chroniqueur judiciaire de la télévision. Ainsi en était-il aussi pour le projet d'une exposition en lien avec les recherches d'un membre de l'unité. Cette personnalisation pose là encore la question de la pérennisation des projets.

- Recommandations :

Seuls trois chercheurs sont concernés par ce thème, dans le bilan, deux le sont pour le thème dans le projet. La question des identités étant présente tant dans le thème 2 (même si elle a disparu de l'intitulé) que dans le thème 3, il peut être judicieux de regrouper les chercheurs et axes de recherches des deux thèmes.

Thème 4 : Médias, culture, technologies numériques

Nom du responsable : M. Hervé GLEVAREC

Effectifs

Effectifs du thème en Équivalents Temps Plein	Au 30/06/2012	Au 01/01/2014
ETP d'enseignants-chercheurs titulaires		
ETP de chercheurs des EPST ou EPIC titulaires	1,35	1,20
ETP d'autres personnels titulaires n'ayant pas d'obligation de recherche (IR, IE, PRAG, etc.)		
ETP d'autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)		0,90
ETP de post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité		
ETP d'autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, etc.) hors post-doctorants		
ETP d'autres personnels contractuels n'ayant pas d'obligation de recherche		
ETP de doctorants		
TOTAL	1,35	2,10

• Appréciations détaillées

Traitant des transformations contemporaines, notamment induites par des évolutions techniques, les chercheurs de ce thème s'attachent aux pratiques d'appropriation, aux usages, aux modalités de la réception. Dans le bilan, les sous-axes qui le composent sont abordés sous la forme d'un inventaire, riche et divers. Pour autant, des imprécisions demeurent quant aux nombres de chercheurs qui y participent : deux sont mentionnés dans l'organigramme de l'unité (p. 15 du bilan) dont l'un est docteur, six dans la présentation du thème (p. 6 du bilan). Dans le projet, l'organigramme fait figurer deux chercheurs également : le responsable du thème et un docteur ; le descriptif du projet ajoutant la directrice de l'unité.

Ambitieux et volontaire, le projet au cœur de ce thème pour le contrat à venir est fondé sur la coopération internationale. Toutefois, il est porté par un docteur dont, forcément, le statut est transitoire.



Conclusion

- Avis global sur le thème :

Dynamique, ce thème résulte de la compétence des deux chercheurs qui y collaborent. Mais, pour l'instant, si d'autres chercheurs ne viennent pas grossir ce petit groupe, il s'apparente plus à une recherche individuelle, aussi pertinente soit-elle. Pour être pérenne, ce thème doit s'associer à d'autres ou convaincre des chercheurs de s'y ajouter.

- Points forts et possibilités liées au contexte :

Dans le précédent contrat, ce thème comprenait 6 projets : les pratiques culturelles et biens culturels, les loisirs des jeunes et médiacultures, les séries télévisées et fictions, l'art numérique, la démocratisation, l'expertise, les représentations et la reconnaissance artistique, la participation ordinaire à l'information. Dans celui à venir, il envisage une poursuite des programmes en cours mais aussi une amplification des échanges scientifiques avec la Chine, *via* des recherches conjointes sur l'internet. Pertinente, cette ouverture au niveau international est d'un grand intérêt pour l'unité.

- Points à améliorer et risques liés au contexte :

La diversité des travaux engagés dans ce thème conduit à poser la question des trames théoriques et méthodologiques qui seraient communes aux chercheurs le composant.

Les moyens humains dont il dispose ne sont pas en phase avec les ambitions qui le portent.

- Recommandations :

Ce thème a besoin de renforts non seulement pour aller au bout de ses ambitions mais déjà, tout simplement, pour exister. En effet, si le docteur qui y est impliqué - et qui, par exemple, a en charge les échanges scientifiques avec la Chine - quitte l'unité, que deviendront les projets en cours ?

Thème 5 : Médias, science, controverses

Nom du responsable : M^{me} Pascale MANSIER

Effectifs

Effectifs du thème en Équivalents Temps Plein	Au 30/06/2012	Au 01/01/2014
ETP d'enseignants-chercheurs titulaires		0,40
ETP de chercheurs des EPST ou EPIC titulaires	1	1,80
ETP d'autres personnels titulaires n'ayant pas d'obligation de recherche (IR, IE, PRAG, etc.)		
ETP d'autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)	0,25	0,20
ETP de post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité		
ETP d'autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, etc.) hors post-doctorants		
ETP d'autres personnels contractuels n'ayant pas d'obligation de recherche		
ETP de doctorants		
TOTAL	1,25	2,40

• Appréciations détaillées

Créé en 2010, ce thème est animé par une chercheuse détachée de l'INSERM. Trois sous-axes le composent : les relations interpersonnelles entre acteurs ; les négociations avec les pouvoirs publics ; la transformation des savoirs dans l'espace public. Qu'il s'agisse de traiter des controverses, de l'expertise, du débat public voyant cohabiter paroles profane et experte ou du rôle des médias, l'ensemble des questions est en prise avec des phénomènes de société. Contrats de recherche et séminaires mettent en œuvre ces pistes de réflexion. Des publications sont en cours.

Mais parce qu'il est encore récent, ce thème peut difficilement être évalué, si ce n'est qu'on ne peut que souligner l'intérêt des questions qu'il pose. Par ailleurs, la composition de l'équipe pour le projet est à interroger : sur cinq chercheurs, un est à l'INSERM, un est émérite, un est proche du départ en retraite.



Conclusion

- Avis global sur le thème :

D'un intérêt indéniable, les recherches conduites dans ce thème sont en prise avec des questions vives qui, par ailleurs, font l'objet de plusieurs contrats de recherche. Parce que les travaux qu'il conduit sont en cours, il est difficile d'apprécier - pour l'instant - la pertinence des résultats. Toutefois, le fait d'être associé à des programmes de recherche atteste de l'intérêt des terrains envisagés.

- Points forts et possibilités liées au contexte :

Sur les questions relatives aux rapports entre médias et sciences, l'attente sociale est indéniable. Elle constitue un atout que peut conforter la collaboration de chercheurs provenant d'origines disciplinaires différentes (biologie, histoire, linguistique, sociologie)

- Points à améliorer et risques liés au contexte :

Dans le bilan, la création de ce thème en 2010 est présentée comme résultant de « l'abondance des travaux du LCP réalisés sur des terrains de recherche ayant trait aux sciences ». Or, seules deux publications sont à noter ; elles datent de 2008. Pour les publications plus récentes, elles sont annoncées mais pas encore parues.

- Recommandations :

Du fait du faible nombre de chercheurs composant ce thème, le rapprocher de celui qui le précède (et qui comporte également un faible nombre de membres) pourrait être judicieux. Ceci permettrait de faire cohabiter des compétences scientifiques complémentaires selon une démarche cohérente associant dimension technique et science. Il permettrait aussi de penser des ensembles plus larges de chercheurs et de compétence pouvant pallier les arrivées et les départs des chercheurs dans l'unité.



5 • Déroulement de la visite

Date de la visite :

Début : 1^{er} février 2013 à 9h30

Fin : 1^{er} février 2013 à 16h00

Lieu de la visite :

Institution : CNRS

Adresse : 20 rue Berbier du Mets, 75013 PARIS

Déroulement ou programme de visite :

La visite du comité s'est déroulée le 1^{er} février 2013, dans les locaux du CNRS, au 20 rue Berbier du Mets (75013, Paris). De 9 h 00 à 10 h 00, le comité s'est réuni à huis clos au 1^{er} étage du bâtiment dans la salle André Akoun.

Entre 10 h 00 et 11 h 30, le comité a rencontré les membres de LCP (Laboratoire Communication et politique). Étaient également présents des chercheurs proches de l'unité. En tout, une vingtaine de personnes assistaient à la visite.

Pendant quinze minutes environ, la directrice et les responsables des thèmes ont présenté le bilan des travaux de l'unité. Pendant les quinze minutes suivantes, ont été développés les éléments principaux du projet avec une centration sur un point particulier : le thème transversal « Les campagnes électorales dans les médias ». Une discussion d'une heure s'en est suivie. Discussion à laquelle se sont associés le directeur de l'UMR 7170 IRISSE (Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales) qui est actuellement en pourparlers avec le LCP en vue d'un rapprochement, ainsi que le directeur de L'IPJ engagé lui aussi dans un projet pédagogique commun.

À 11h40, le comité rencontrait les tutelles : un représentant du CNRS (section 36) et le vice président du conseil scientifique de l'université Paris Dauphine.

À 13h30, après une pause déjeuner, le comité se réunissait à nouveau à huis clos. Ceci jusqu'à 16 h 00.



6 • Statistiques par domaine : SHS au 10/06/2013

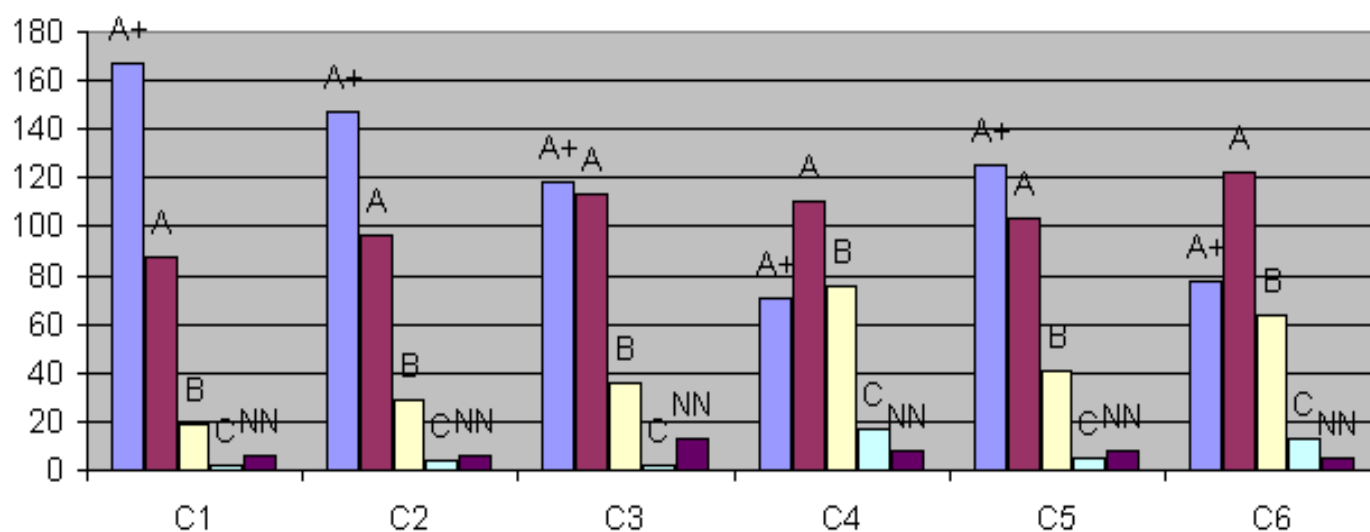
Notes

Critères	C1 Qualité scientifique et production	C2 Rayonnement et attractivité académiques	C3 Relations avec l'environnement social, économique et culturel	C4 Organisation et vie de l'entité	C5 Implication dans la formation par la recherche	C6 Stratégie et projet à cinq ans
A+	167	147	118	71	125	78
A	88	96	113	110	103	122
B	19	29	36	76	41	64
C	2	4	2	17	5	13
Non Noté	6	6	13	8	8	5

Pourcentages

Critères	C1 Qualité scientifique et production	C2 Rayonnement et attractivité académiques	C3 Relations avec l'environnement social, économique et culturel	C4 Organisation et vie de l'entité	C5 Implication dans la formation par la recherche	C6 Stratégie et projet à cinq ans
A+	59%	52%	42%	25%	44%	28%
A	31%	34%	40%	39%	37%	43%
B	7%	10%	13%	27%	15%	23%
C	1%	1%	1%	6%	2%	5%
Non Noté	2%	2%	5%	3%	3%	2%

Domaine SHS - Répartition des notes par critère





7 • Observations générales des tutelles

à MME et MM. les membres du Comité de visite de l'AERES
à Mme la Déléguée scientifique de l'AERES

Paris, le 29 avril 2013



www.lcp.cnrs.fr

20, rue Berbier du Mets
75013 PARIS
T. 01 58 52 17 41
UPR 3255

Cher-e-s Collègues,

Nous voudrions en premier lieu remercier le comité d'experts de l'AERES pour le temps qui a été consacré à l'examen de notre dossier en vue de l'évaluation du Laboratoire Communication et Politique. Pour cette première évaluation du LCP par l'AERES, nous ne pouvons que nous réjouir des appréciations très positives qui ont été portées sur les travaux produits par le Laboratoire, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, ainsi que sur leur rayonnement.

La production d'un travail scientifique fourni et de qualité étant, à nos yeux, la mission première que doit remplir un laboratoire de recherche, nous avons été surpris que la qualité de nos réponses à ces exigences soit aussi fortement contrebalancée dans le rapport de l'AERES, par l'expression de réserves qui ne touchent ni aux activités menées par le laboratoire, ni aux résultats produits, et dont la plupart seront corrigées par le projet d'UMR avec Paris-Dauphine que nous sommes en train de mettre en place. Ce décalage ne serait-il pas le résultat d'une incompréhension quant à l'identité de notre laboratoire –Unité propre de recherche du CNRS– reposant sur des principes disciplinaires et fonctionnels distincts de ceux qui régissent les établissements universitaires ?

L'affichage SIC

En premier lieu, nous regrettons que l'affectation de chaque chercheur au sein des Sciences de l'Information et de la Communication, que nous voulions heuristique, ait été interprétée comme un accrochage formel d'appartenance à une discipline réduite à un objet commun, alors que notre idée était de témoigner que, malgré nos origines disciplinaires diverses, nous pouvions nous insérer dans la perspective transdisciplinaire qui caractérise les SIC. Le terme de *Media Studies* aurait sans doute été plus adéquat.

L'interdisciplinarité

Les critiques mettant en avant l'absence de réflexion, voire de pratique réelle de l'interdisciplinarité, n'ont pas manqué de nous étonner. En effet, un chercheur du laboratoire comme Patrick Charaudeau mène depuis des années une réflexion épistémologique sur l'interdisciplinarité ; cette réflexion a fait l'objet de plusieurs publications, notamment dans la revue *Questions de communication*, animant ainsi le débat sur la question. Plus largement, dans leurs pratiques de recherche, les chercheurs du LCP s'inscrivent en permanence dans une interdisciplinarité quotidienne. C'est ainsi que les critiques mettant en avant l'absence de réflexion, voire de pratique réelle de l'interdisciplinarité, n'ont pas manquée de nous étonner.

Sous la tutelle du





www.lcp.cnrs.fr

20, rue Berbier du Mets
75013 PARIS

T. 01 58 52 17 41
UPR 3255

Le sentiment de juxtaposition de productions ancrées dans des disciplines diverses (le rapport parle « d'approche compilatoire », p.7) que peut donner un regard rapide sur des ouvrages collectifs publiés par le LCP aurait pu aisément être corrigé par l'examen des bibliographies des membres du laboratoire. En effet, nombre de projets, clos, en cours ou à venir, et de publications liées, mettent en œuvre des collaborations entre chercheurs issus de disciplines différentes (SHS et non SHS). Pour n'en citer que quelques-uns, Dominique Mehl, sociologue, a travaillé de façon suivie avec des médecins, des psychologues, des anthropologues et des juristes dans le cadre de ses recherches sur la bioéthique ; Marianne Doury, linguiste, a collaboré étroitement avec des collègues issus de disciplines aussi variées que la sociologie, les sciences politiques, les SIC, la biochimie ; une publication illustrant de manière emblématique l'interdisciplinarité effective de l'unité est l'article « Does television reflect the evolution of scientific knowledge ? The case of attention deficit hyperactivity disorder coverage on French TV », publié dans la revue *Public Understanding of Science*, et cosigné par une historienne (Claire Sécaïl), une politologue (Isabelle Veyrat-Masson), une chercheuse en SIC et deux biologistes ; Pascale Mansier, biologiste détachée par l'Inserm au laboratoire (rectification de la p.19), publie avec des chercheurs en SHS (*cf.* rapport). On pourrait multiplier les exemples de collaborations et co-signatures interdisciplinaires.

Enfin, l'interdisciplinarité, loin de se limiter à une déclaration « performative » (p.6), est une pratique quotidienne et constitutive au LCP, à travers les séminaires de recherche (celui portant sur les controverses autour des sciences du vivant en est un exemple significatif), ainsi que dans les échanges informels entre chercheurs qui se relisent, discutent et débattent de leurs préoccupations de recherche. Cette interdisciplinarité quotidienne si elle ne fait qu'affleurer à la lecture d'un rapport de recherche, n'en nourrit pas moins de façon fondamentale les travaux menés au sein du laboratoire.

Les NTIC

Afin de répondre aux remarques relevant « un décalage entre l'importance accordée à l'avènement des technologies d'information et de communication (TIC) et à leurs implications sociétales [...], et les travaux effectivement consacrés par les chercheurs du LCP à ce domaine » (p.5), nous renvoyons aux exemples de travaux mentionnés par les auteurs mêmes du rapport, travaux dont ils reconnaissent l'originalité et dont ils soulignent l'« indéniable intérêt (l'internet en Chine, l'engagement politique des internautes tunisiens, les médiacultures des jeunes, la création sur l'internet) » (p.5). Le projet de symposium sur « Les nouveaux enjeux d'Internet », qui aura lieu à Pékin en novembre 2013, impliquant tous les chercheurs du laboratoire, témoigne de l'existence d'une dynamique collective ambitieuse sur cette question des NTIC.

La structuration thématique

Quant à l'éparpillement thématique regretté par les auteurs du rapport, la réponse est dans le rapport lui-même : « Le spectre des thématiques abordées est particulièrement large sans pour autant remettre en question la cohérence d'ensemble de la recherche menée au sein de l'unité, tenue par un intérêt transverse pour la communication et les médias. » (p.7). Partant, la préconisation de « resserrage thématique » (p.6) nous

Sous la tutelle du



semble faire courir le risque d'une perte de cohérence et de lisibilité de nos orientations de recherche.

Le profil démographique

Les inquiétudes exprimées dans le rapport de l'AERES quant au profil démographique de l'unité touchent à une réalité résultant de la politique globale de recrutement dans l'ensemble de la recherche ; elles appellent toutefois à quelques corrections.

En premier lieu, des départs à la retraite sont planifiés, tout autant qu'est prévue l'arrivée de trois jeunes chercheurs qui choisissent le laboratoire comme rattachement principal : Magali Bigey, Matthieu Quet et Gaël Villeneuve.

Par ailleurs, la fréquentation du LCP au quotidien va à l'encontre de ce constat de vieillissement. Le laboratoire est fréquenté, à l'occasion de collaborations durables ou plus ponctuelles, par de nombreux jeunes chercheurs, qui y trouvent des interlocuteurs susceptibles d'enrichir leur réflexion, et un contexte de travail motivant. Les désirs exprimés de façon récurrente par de jeunes collègues de participer aux activités du laboratoire, malgré l'impossibilité dans laquelle se trouve ce dernier de leur assurer des postes pérennes, témoignent bien de l'attractivité du LCP et de sa capacité de renouvellement. Surtout, le fait que le périmètre du laboratoire soit de ce point de vue amené à évoluer et suppose de moduler en conséquence une partie des orientations de recherche, peut à l'inverse être vu comme un facteur positif de dynamisme et de réactivité, dès lors que le noyau stable du LCP est suffisamment important et productif pour garantir la pérennité de sa cohérence.

Réponses à des réserves diverses

Par ailleurs, et plus rapidement, certaines des réserves et préconisations associées émises par l'AERES ont déjà trouvé une réponse, ou sont sur le point d'en trouver une. C'est le cas notamment de l'absence de réflexion de type organisationnel et de statuts explicites, puisque le LCP s'est doté très récemment d'un règlement intérieur ; c'est aussi le cas de la faiblesse des liens du laboratoire à la formation, à laquelle la création d'une UMR avec l'IRISSO remédiera de façon satisfaisante.

Demandes d'apport de corrections factuelles

Enfin, nous souhaiterions que soient apportées à l'évaluation des corrections factuelles, le rapport qui nous a été transmis n'ayant visiblement pas pris en compte les tableaux envoyés à Mme Couzinet, déléguée scientifique représentant l'AERES (voir document "erreurs factuelles").

En vous renouvelant les remerciements de tout le laboratoire pour vos avis et vos conseils, je vous prie d'agréer, Cher-e-s Collègues, l'expression de ma parfaite considération.



Isabelle Veyrat-Masson
Directrice du Laboratoire Communication et Politique



www.lcp.cnrs.fr

20, rue Berbier du Mets
75013 PARIS

T. 01 58 52 17 41
UPR 3255

Sous la tutelle du

